

Déclaration d'ouverture du Festival des droits à l'éducation

Notre pays a cette chance extraordinaire de disposer d'un grand service public laïque d'Education. Il traduit notre choix républicain d'une société où tous les citoyens vivent ensemble. Mais imaginez-vous ce que deviendrait ce principe, sans ce tour de force de l'accueil de tous les jeunes, sans distinction, réalisé quotidiennement par notre École ?

Cette Ecole publique, que nous aimons pour ses réussites incontestables, rencontre aussi des difficultés. C'est pourquoi nous souhaitons passionnément qu'elle évolue et se transforme pour s'acquitter vraiment de sa mission démocratique : faire réussir tous les jeunes, pas seulement les plus favorisés ou les plus « méritants ».

Pour nous, ce débat et cet effort concernent tous les citoyens car, à travers l'avenir de la jeunesse, c'est celui du pays qui se joue.

Or, en lieu et place de ce que devrait nécessiter cette grande cause nationale, rassemblant largement les citoyens, à quoi assistons-nous ? Au spectacle d'une politique gouvernementale qui, au-delà des habillages, ne voit dans l'Education qu'un moyen d'économiser. Plus que tout discours, 13500 suppressions d'emplois soit, dans le cadre triennal dans lequel ce budget s'inscrit, plus de 40 000 postes promis à disparition sur les 3 ans, à rajouter aux 11 200 suppressions de 2008!

Tout n'est sans doute pas question que de postes en matière éducative, mais nous affirmons que rien ne pourra se faire dans cet acharnement d'un « toujours moins de postes » ! Rien ne pourra davantage se faire avec des réformes à marche forcée encore moins lorsqu'elles aboutissent à de vraies régressions. Rien ne pourra se faire non plus si l'Etat ne cesse de se désengager de ses missions, déléguant hors de l'école ce qu'elle doit assurer pour tous : cette politique va détériorer sur le long terme le service public d'Education. Elle porte tous les ingrédients pour que se développe une école à deux vitesses dans une société minée par les injustices et les inégalités. De ce projet, nous ne voulons pas !

Le cri d'alerte que nous avons lancé à travers des milliers d'initiatives au cours de cette année scolaire est plus que jamais d'actualité au moment où la crise frappe aujourd'hui durement les salariés avec comme première victime la jeunesse. Plus que jamais dans ce contexte, la formation initiale doit être considérée comme un investissement pour l'avenir et non comme un coût insupportable et doit être une priorité. Priorité qui permette de faire réussir tous les jeunes, d'élever le niveau de qualification, de former des citoyens.

La crise que nous traversons appelle au renforcement d'une politique éducative ambitieuse qui mobilise l'engagement des personnels, développe les initiatives des associations, construisse de la confiance en mettant au cœur des choix la réussite de tous les jeunes.

Nous voulons pour cela d'autres choix. Nous en appelons à toutes celles et tous ceux qui pensent que l'Education est une richesse pour notre pays, que l'avenir se joue aujourd'hui, à toutes celles et tous ceux qui refusent que la politique suivie n'entraîne, pour de nombreuses années, le service public d'Education dans l'affaiblissement. Quelle place veut-on donner à l'Education dans notre pays ? Quel citoyen, quelle citoyenne, veut-on préparer ? Nous n'acceptons pas que la société découvre *a posteriori* qu'on aurait répondu à sa place, en catimini, à ces questions fondamentales !

Alors, mobilisons-nous ensemble, débattons, parlons, proposons, interpellons l'opinion, agissons sans attendre !

Les droits à l'éducation sont encore à construire contre le mauvais film que représentent les choix éducatifs et budgétaires actuels. Les organisations réunies dans le collectif « Un pays, une école, notre avenir » appellent aujourd'hui à les mettre à l'honneur à l'occasion de ce festival du droit à l'éducation. Déroulons ce soir le tapis rouge pour le service public d'éducation.

MAI 2009